

Monsieur le Conseiller Fédéral
Guy Parmelin
Département fédéral de l'Economie,
de la Formation et de la Recherche
Palais fédéral est
3003 Bern

Lausanne, le 14 avril 2020

(Pour simplifier, la forme masculine est employée pour désigner autant les femmes que les hommes)

Monsieur le Conseiller fédéral,

La crise sans précédent que nous traversons force tout un chacun à réviser ses priorités. Le Conseil fédéral doit lui aussi faire une analyse des conséquences de la pandémie en termes de sécurité et souveraineté nationale. Cette crise démontre la vulnérabilité de notre système, sa dépendance aux importations des matières premières vitales pour la santé, l'industrie et l'alimentation.

En tant qu'organisation paysanne, Uniterre dénonce les aberrations du système actuel ! Injustement décriés jusqu'alors, les paysannes et paysans démontrent leur rôle vital, aux côtés du personnel soignant, des nettoyeurs, des vendeurs, des chauffeurs-livreurs, des facteurs, et d'innombrables autres corps de métiers qui assurent le fonctionnement minimal et nécessaire du pays, quand tout le reste de l'économie est grippé.

L'Etat a soumis la production de notre alimentation aux règles absurdes du marché libéralisé, arguant qu'elle est un bien commercialisable comme un autre. Une fantastique aberration, sachant les conditions climatiques, topographiques, écologiques et éthiques qui impactent la production agricole en Suisse. Dans ce contexte globalisé, les politiques ont laissé une immense marge de manœuvre aux industries agro-alimentaires qui font la loi sur le marché, et qui ont formaté leurs clients à consommer des produits standardisés, souvent importés, hyper transformés, tellement loin des aliments sains, simples et locaux que les paysans cultivent et élèvent.

La crise nous donne maintenant l'occasion de décider où aller, en agissant directement sur la nouvelle Politique agricole 2022 et plus.

Marché laitier : 3 décennies de prix trop bas ont eu raison de plus de la moitié des fermes laitières de notre pays. Des défauts de gestion dans les quantités et la mise en place d'un obscur système de segmentation ont créé le chaos nécessaire pour désolidariser les paysans et les mettre à la merci de la grande distribution. Aujourd'hui ce système est largement mis à profit par les acheteurs de lait qui ont usé de tous les stratagèmes possibles pour acquérir cette précieuse matière première au prix le plus indécent : incitation à la surproduction, segmentation à géométrie variable, aucune stabilité de prix, non-versement de la prime fromagère (ce qui est contraire à la loi), et désormais, ô surprise, on

a tellement dégoûté les producteurs que la matière première vient à manquer, et qu'il faut importer du beurre.

- ⇒ Nous demandons la revalorisation immédiate du prix du lait, l'arrêt des exportations de pâtes molles à bas prix et l'utilisation d'une partie du lait de fromagerie pour la fabrication de beurre, ceci en conservant bien sûr le prix destiné au lait de non-ensilage, et afin d'anticiper la chute des ventes de fromages.

Production de fruits et légumes : un autre exemple criant de la totale liberté laissée à la grande distribution. Dans ce secteur, les importations sont légions, et offertes à des prix tellement bas que non seulement elles sont une injure aux paysans et ouvriers des régions dont elles proviennent, mais en plus elles concurrencent de façon totalement injustifiée la production indigène, sans parler de la pollution qu'elles engendrent. Des importations sont nécessaires pour combler les besoins en Suisse, mais la façon dont elles sont menées laisse franchement à désirer. Le calibrage imposé est la source d'un gaspillage insensé et fait preuve d'un très grand mépris du travail des maraîchers et des arboriculteurs. Comme si cela ne suffisait pas, le Conseil fédéral a récemment prononcé l'interdiction de la tenue des marchés en ville, pénalisant doublement les producteurs et impactant à moyen terme la souveraineté alimentaire du pays : en effet, si l'on met des bâtons dans les roues de nos producteurs de légumes, que mangerons-nous demain ?

- ⇒ Nous demandons l'interdiction du calibrage, la réouverture des marchés et l'interdiction des importations tant que la production locale est suffisante.

Production viticole : nos viticulteurs sont au bord du gouffre. Là encore les importations sont la cause majeure de leur détresse. Les vins suisses sont naturellement plus chers que la concurrence étrangère, et aucun effort ne pourra jamais résoudre cet écart, compte tenu de nos petites surfaces et du coût de la main-d'œuvre, des exigences en matière d'écologie aussi.

- ⇒ Nous demandons la baisse immédiate du contingent d'importation de vins, et des mesures concrètes et suffisantes pour aider les vigneronns qui ont perdu d'importantes parts de marché suite à la fermeture des restaurants.

Céréales : encore un marché qui atteint des sommets dans ses dysfonctionnements et ses aberrations. Alors que plus des deux tiers de nos céréales sont produites selon un mode bio ou extenso, le commerce de détail fait la fine bouche et leur préfère des céréales importées, bien moins chères malgré les taxes douanières, voire des produits de boulangerie tout faits, congelés, en provenance directe de Pologne ou de Hongrie. Les années où la production est excédentaire, on demande aux paysans de cotiser afin d'assumer le déclasserement de ces tonnages en céréales fourragères, pourtant aujourd'hui les minoteries se frottent les mains de disposer d'un stock important qui permet de voir l'avenir avec sérénité, même en cas de fermeture des frontières. Les paysans vont-ils bénéficier de la forte demande qui s'est matérialisée à la suite du Covid-19 ? Comment va-t-on les remercier d'avoir aussi brillamment contribué à notre sécurité alimentaire ?

- ⇒ Nous demandons l'interdiction de déclasser des céréales propres à la consommation humaine, l'interdiction des importations de pâtons congelés (dont la provenance n'est pas déclarée et les méthodes de production sont néfastes pour la santé humaine), la revalorisation du prix de base des céréales indigènes.

Production de viande : le même scénario touche le secteur de la production de viande. Loin de nos standards de qualité et de bien-être animal, on importe de pays lointains non seulement une partie du fourrage nécessaire à nos animaux, mais aussi des carcasses et des morceaux déjà prêts. Cette concurrence est abjecte quand on sait tous les efforts que les éleveurs fournissent, la pénibilité de ce travail quotidien, et les frais immenses auxquels ils doivent faire face pour rembourser les emprunts qui ont permis la construction d'écuries modernes exigées par la loi.

- ⇒ Nous demandons l'arrêt immédiat des importations tant que les stocks de viande suisse ne sont pas écoulés. Il est inadmissible que la Confédération finance la congélation de ces stocks et permette en même temps les importations, alors que les éleveurs voient leurs prix de vente chuter de semaine en semaine.

S'il faut trouver un seul mot pour qualifier le système actuel alors nous choisissons le mépris :

- Mépris des paysannes et paysans
- Mépris des ouvrières et ouvriers agricoles
- Mépris des consommatrices et consommateurs
- Mépris des droits des personnes
- Mépris des produits
- Mépris de la nature

Il incombe maintenant au Conseil fédéral et au Parlement de tirer leçon de la crise que nous traversons actuellement pour replacer au centre de leur attention la question de la production de nourriture en Suisse. Non pas en la concevant comme un quelconque bien à commercialiser, mais bien comme la base vivrière d'un pays, qui doit nous permettre de survivre même en temps de grave crise. Paysannes et paysans poursuivront leurs efforts pour tendre vers une agriculture productive et écologique, en échange nous demandons que les autorités cessent de les soumettre à une concurrence destructrice.

Nous attendons donc de votre part des actions concrètes en faveur des familles paysannes

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions de croire, Monsieur le Conseiller fédéral, à l'assurance de nos salutations distinguées.

Charles-Bernard Bolay



Président

Vanessa Renfer



Permanente syndicale